



## Revue de Presse

(en date du 02/02/24)

### **\*Agence France Presse | Olivier Le Nézet, Franck Lalande et Julien Lamothe\***

« Le comité national des pêches a fustigé des ONG extrémistes défendant une espèce, le dauphin commun, qui n'est plus en danger dans le secteur selon lui. Le président du comité national, Olivier Le Nézet, s'est dit jeudi soir déterminé à contester par tous les moyens la décision du Conseil d'Etat, et a dénoncé un désastre pour l'ensemble de la filière ».

« Julien Lamothe, directeur de l'organisation de producteurs FROM Sud-Ouest, fustige un acharnement sur la filière avec cette "nouvelle contrainte qui impacte les entreprises, dont certaines ont des trésoreries compliquées. »

« Il va y avoir de la casse sociale, redoute pourtant Franck Lalande, armateur de deux bateaux à Arcachon (Gironde). [...] Il déplore des indemnisations insuffisantes, donc inacceptables.

<https://www.tf1info.fr/economie/mois-sans-peche-dans-le-golfe-de-gascogne-les-professionnels-du-poisson-seront-indemnises-promet-le-gouvernement-2283148.html>

### **\*Ouest France | José Jouneau\***

« Cela représente 65 bateaux susceptibles de rester à quai. La perte est estimée à 4,5 millions d'euros de chiffre d'affaires, pointe José Jouneau [...]. Avec pour conséquence, déplore-t-il : Une filière qui risque de s'écrouler. [...] On a pris un mois cette année, mais les ONG veulent nous en mettre quatre. [...] Cette mesure est totalement inadaptée ».

<https://www.ouest-france.fr/pays-de-la-loire/vendee/captures-de-dauphins-en-vendee-une-peche-menacee-mais-des-enjeux-ecologiques-reels-87e8af64-b6b6-11ee-b555-02d8a57a04de>

### **\*France Bleu | Serge Larzabal, Aurélien Henneveux et David Milly\***

« On devrait être indemnisé à hauteur de 80% de notre chiffre d'affaires dans les faits, mais, concernant les conditions exactes, on attend encore le retour de la commission européenne, qui doit valider ou non »

A propos du phénomène de capture accidentelle : « Cela s'explique en partie car les dauphins viennent plus près de nos côtes, avec le réchauffement climatique réagit Aurélien Henneveux ».

« Il faut raisonner sur la moyenne des dernières années pour indemniser, mais ce n'est pas représentatif pour certains pêcheurs qui ont subi une panne moteur l'hiver dernier par exemple, ou qui viennent de démarrer, lance David Milly [...]. Il faut forcément compléter par des barèmes ou des moyennes par catégorie de bateau, donc c'est compliqué. »

<https://www.radiofrance.fr/francebleu/podcasts/l-eco-d-ici-au-pays-basque/fermeture-de-la-peche-dans-le-golfe-de-gascogne-l-inquietude-de-la-filiere-au-pays-basque-6752859>

**\*Le Marin | Yves Foëzon et Thomas Rimaud\***

« Thomas Rimaud, chargé de mission à l'OP et spécialiste du dossier cétacés, pointe ainsi la mésinterprétation autour des données scientifiques du Conseil international pour l'exploration de la mer (Ciem) sur lesquelles s'appuie la décision du Conseil d'État. Selon lui, les données scientifiques extraites d'une étude du Ciem de 2020, remise à jour en 2023, sur lesquelles repose la décision du Conseil d'État ou tout du moins les arguments la légitimant, sont très mal retranscrites et mal interprétées ».

« Ces aides, c'est le début de la fin, renchérit Yves Foëzon. Les ONG ne s'arrêteront pas là. C'est une mécanique très dangereuse pour la filière dans son ensemble. Les places portuaires vont s'en trouver déstabilisées avec un manque criant d'apports et pas d'alternatives, car personne ne pourra surpayer le poisson. Il n'y a aura plus d'équilibre. Or, sans équilibre, les pêcheurs acculés seront poussés à des actions extrêmes. C'est une question de survie ».

<https://lemarin.ouest-france.fr/peche/pecheurs-de-bretagne-lavenir-des-peches-europeennes-ne-peut-se-jouer-devant-les-tribunaux-2793e6b0-afd1-11ee-aa61-307337b06e99>

**\*France info | Olivier Le Nézet\***

« Ce n'est pas en bloquant les bateaux le long du quai qu'on va avoir les capacités à trouver des solutions qui permettent d'éviter ces captures qui - je le rappelle - sont minimales, se défend Olivier Le Nézet. Il affirme que des rapports mettent en avant qu'il n'y a pas d'urgence à mettre en place des mesures d'interdiction de pêche puisque "le stock et la population de cétacés dans le golfe de Gascogne sont stables depuis 20 ans. Il indique donc que le Comité va déposer des recours sur le fond contre cette interdiction. »

[https://www.francetvinfo.fr/monde/environnement/biodiversite/mois-sans-peche-dans-le-golfe-de-gascogne-pour-le-comite-national-des-peches-ce-n-est-pas-comme-ca-qu-on-va-trouver-des-solutions\\_6312165.html](https://www.francetvinfo.fr/monde/environnement/biodiversite/mois-sans-peche-dans-le-golfe-de-gascogne-pour-le-comite-national-des-peches-ce-n-est-pas-comme-ca-qu-on-va-trouver-des-solutions_6312165.html)

**\*France 3 Pays de la Loire | José Jouneau\***

« On a perdu le textile, on a perdu le charbonnage, on a perdu notre industrie lourde, on est en train de perdre l'agriculture et là, on va perdre la pêche. [...] Cette mesure inadmissible arrive dans un moment où on a eu des taxes et des quotas totalement catastrophiques. Nous avons eu, nous aussi, trois années extrêmement difficiles avec l'augmentation du coût de l'énergie, le prix du gasoil et la covid. Selon le président du comité régional des pêches, les déficits sont lourds ; de 50 à 70 000 euros de perte par navire. D'après ses estimations, entre 40 à 50 % de la filière ne s'en remettra pas. »

<https://france3-regions.francetvinfo.fr/pays-de-la-loire/vendee/sables-olonne-0/mois-sans-peche-dans-le-golfe-de-gascogne-50-a-70-000-euros-de-perte-par-navire-la-filiere-en-eaux-profondes-2908757.html>

**\*Agence France Presse | Franc Lalande et Julien Lamothe\***

« Il va y avoir de la casse sociale, redoute pourtant Franck Lalande [...], il déplore des indemnités insuffisantes, donc inacceptables. Les délais de paiement inquiètent aussi les pêcheurs. Julien Lamothe [...] fustige un acharnement sur la filière avec cette nouvelle contrainte qui impacte les entreprises, dont certaines ont des trésoreries compliquées ».

<https://france3-regions.francetvinfo.fr/bretagne/morbihan/orient/golfe-de-gascogne-un-mois-sans-peche-pour-preserver-les-dauphins-dans-le-2908997.html>

**\*Le Point | Olivier Le Nézet et Thomas Rimaud\***

« La plus haute juridiction hexagonale aurait-elle été induite en erreur par les ONG ? Impossible à dire. Toujours est-il qu'à aucun moment, le Ciem ne préconise, de manière urgente, des fermetures spatiotemporelles pour les navires, fait remarquer le chargé de mission à l'organisation de producteurs des Pêcheurs de Bretagne. C'est pourtant bien ce qui va se produire dès ce lundi, alors même que la flotte tricolore s'était presque intégralement équipée de répulsifs acoustiques type Pinger ».

« Ça va augmenter les importations en provenance de pays tiers comme la Chine, où il n'y a aucun respect pour les marins et encore moins sur la ressource, donc ces ONG favorisent la pêche illégale, cingle le président du Comité national des pêches maritimes. Et cela pourrait encore s'accroître puisque le conseil d'État a décidé de sanctuariser le golfe de Gascogne chaque hiver pendant un mois jusqu'en 2026 ».

[https://www.lepoint.fr/economie/golfe-de-gascogne-un-mois-sans-peche-toute-une-filiere-en-galere-21-01-2024-2550298\\_28.php](https://www.lepoint.fr/economie/golfe-de-gascogne-un-mois-sans-peche-toute-une-filiere-en-galere-21-01-2024-2550298_28.php)

**\*Le Monde | Julien Lamothe\***

« On ne dit pas qu'il n'y a pas un problème avec les dauphins, mais la décision de fermeture est extrêmement brutale, prise dans l'urgence à la veille de Noël, estime Julien Lamothe [...]. C'est d'autant plus dommage que, depuis l'automne [2023], il y a eu beaucoup d'efforts pour mettre en place un plan d'équipement de répulsifs acoustiques et de caméras. »

[https://www.lepoint.fr/economie/golfe-de-gascogne-un-mois-sans-peche-toute-une-filiere-en-galere-21-01-2024-2550298\\_28.php](https://www.lepoint.fr/economie/golfe-de-gascogne-un-mois-sans-peche-toute-une-filiere-en-galere-21-01-2024-2550298_28.php)

**\*Le Figaro | CNPMM ; COREPEM ; Comité régional de Bretagne ; Comité régional de Nouvelle-Aquitaine ; FEDOPA ; ANOP\***

**\*L'Obs | Olivier Le Nézet\***

« Le Comité national des pêches a fustigé des ONG extrémistes, des fossoyeurs de la pêche artisanale, selon son président Olivier Le Nézet. »

<https://www.nouvelobs.com/ecologie/20240124.OBS83653/claire-nouvian-la-gestion-actuelle-de-la-peche-est-un-non-sens-ecologique-et-economique.html>

**\*Sud Ouest | Serge Larzabal, David Milly et CNPMEM\***

« À l'échelle nationale, près de 500 bateaux de pêche français sont concernés. Serge Larzabal estime qu'une cinquantaine de navires est concernée entre le Pays basque et les Landes. Si les pêcheurs sont en première ligne, c'est toute la filière qui est mise en danger, alerte-t-il. »

« La preuve qu'ils sont prêts à fournir les efforts nécessaires, d'après Serge Larzabal : Ici, les gens veulent travailler, aller en mer, communiquer avec les scientifiques pour avoir les données et faire ce qui est nécessaire. Mais on ne nous laisse pas le faire, regrette-t-il. »

« Il faut continuer à s'équiper de dispositifs techniques pour diminuer ces captures et documenter le phénomène, souligne David Milly, le directeur de l'Organisation de producteurs pêcheurs d'Aquitaine. Il mentionne notamment des dispositifs acoustiques, les pingons, permettant aux cétacés de localiser l'obstacle, et les réflecteurs. »

« Le Comité national des pêches maritimes et des élevages marins a lancé une pétition "Soutien à la filière pêche pour la cohabitation entre pêcheurs et dauphins", disponible en ligne sur [change.org](https://change.org) »

<https://www.sudouest.fr/pyrenees-atlantiques/saint-jean-de-luz/pays-basque-interdiction-de-peche-dans-le-golfe-de-gascogne-c-est-toute-la-filiere-qui-est-mise-en-danger-18275068.php>

**\*Les Echos | José Jouneau\***

« Elle est perçue comme un nouveau coup dur pour les marins-pêcheurs vendéens après la baisse importante des quotas de pêche pour de nombreuses espèces mi-décembre. La perte cumulée de chiffre d'affaires est estimée à 4,5 millions d'euros pour les pêcheurs vendéens alors que le début de l'année est leur plus grosse période de pêche, s'insurge José Jouneau, président du Corepem, comité régional des pêches maritimes. Elle représente 35 à 45 % du revenu de l'année et jusqu'à 50 % pour les pêcheurs de l'Herbaudière. Et la criée de Noirmoutier va perdre 80 % de son chiffre d'affaires pendant le mois de fermeture, indique le président des pêcheurs vendéens. »

« L'Etat promet une indemnisation à hauteur de 80 à 85 % du chiffre d'affaires. Mais quid des pêcheurs qui viennent de s'installer ou dont le bateau était à l'arrêt l'année passée, s'énerve José Jouneau. Nous ne pouvons continuer à vivre de subventions payées par les contribuables. Au moment où le président français clame la souveraineté alimentaire, nous voulons savoir s'il y a une véritable volonté politique de préserver la pêche française ».

<https://www.lesechos.fr/pme-regions/pays-de-la-loire/250-pecheurs-vendeens-contraints-de-rester-a-quai-jusqu-au-20-fevrier-2071088>

**\*Europe 1 | Olivier Le Nézet\***

« La raison de notre colère, c'est surtout, d'abord et avant tout que 4 associations environnementales aient fait un recours et aient fait un référé de suspension, qui a fait que le Conseil d'Etat a condamné l'Etat à devoir mettre les navires un mois le long du quai pour certains types de pêche [...]. Il est évident que derrière, cela est incompréhensible, sachant que nous avons mis [en place] un plan d'action, déjà depuis 6 ans pour éviter ces captures accidentelles de petits cétacés dans le golfe de Gascogne [...]. Donc évidemment que cet impact est important, il comprend les producteurs mais aussi les ports, les criées, la filière navale, et cet impact est majeur pour une activité [qui nourrit] la population ».

« Il faut rappeler que les pêcheurs que j'entends et dont je prends la colère, qui ont été hier à Rennes, sont des pêcheurs qui sont impactés directement par cette fermeture. Le Comité National des Pêches n'est pas un syndicat : c'est une organisation professionnelle. Il y a des syndicats à la pêche qui eux aussi doivent s'exprimer sur cette mobilisation. Ce n'est pas tout à fait le même combat que les agriculteurs. Aujourd'hui, on a une fermeture qui n'est pas entendable. Évidemment, il y a des similitudes sur les normes européennes [avec la Politique Commune des Pêches qui] est très dure [...]. Aujourd'hui, la ressource est présente dans les eaux européennes, et ça c'est extrêmement important. »

« Le comité national n'est pas une organisation syndicale, il y a des syndicats et il y a le comité national. Le rôle que j'ai aujourd'hui, et [dans lequel] j'agis, c'est de trouver des solutions. Les solutions, l'Etat doit les trouver. Il a été condamné, je le rappelle, suite à des recours d'associations. Le comité national mène une pétition, et j'invite tous les auditeurs à signer cette pétition et à soutenir les pêcheurs et la filière halieutique française car nous souhaitons encore avoir des produits de la mer dans nos assiettes, il faut les soutenir. »

<https://www.europe1.fr/emissions/l'interview-eco/olivier-le-nezet-il-y-a-des-marins-qui-sont-reellement-dans-la-difficulte-il-faut-les-aider-4227180>

#### **\*Corse Matin | Daniel Defusco\***

« Par l'intermédiaire du comité national des pêches maritimes et des élevages marins, nous avons prévu de faire une lettre ouverte au président de la République afin de dénoncer une mesure que nous estimons excessive, résume Daniel Defusco, président du comité régional des pêches de Corse. Dans l'affaire, il y a selon lui des nuances très importantes à introduire. Nous ne disons pas qu'il est impossible que de très gros chalutiers et fileyeurs sur des kilomètres de filets capturent accidentellement, de temps à autre, un dauphin, admet-il. En revanche, ce type de situation est rarissime pour les plus petites unités, telles que des bateaux de 7 mètres qui font des filets comme nous. Dans les eaux corses, les pêcheurs qui ont pris un jour un dauphin dans leurs filets dans une carrière de 30 ans, voire plus, se comptent sur les doigts d'une main, poursuit-il. »

<https://www.corsematin.com/article/societe/60178739583048/dauphin-une-cohabitation-difficile-avec-les-pecheurs-le-long-du-littoral-corse>

#### **\*Ouest France | CNPMM\***

« Pour le comité des pêches, cette fermeture est contre-productive car elle ne permettra pas à la connaissance scientifique et à la filière de progresser dans la quête des solutions efficaces pour assurer la cohabitation entre pêcheurs et dauphins. Le CNPMM rappelle que depuis 5 ans, la filière est engagée

dans de nombreuses expérimentations techniques pour réduire le risque de captures accidentelles, ayant réussi à mobiliser ainsi près de 20 millions d'euros. La saison qui s'ouvre devait être celle du test à grande échelle de ces dispositifs avec près de 360 navires équipés en répulsifs sonores, soit 80 % de la flotte concernée par l'interdiction. Et il affirme que depuis 20 ans la population de dauphins communs est stable dans le golfe de Gascogne et qu'il n'y a pas de risque à court terme. »

« Le Comité national des pêches en appelle à la population et met en ligne sur le site [change.org](https://www.change.org) une pétition pour soutenir les pêcheurs et la filière halieutiques et la cohabitation entre la pêche et la conservation des dauphins dans le golfe de Gascogne. »

<https://www.ouest-france.fr/environnement/protection-oceans/captures-accidentelles-les-dauphins-de-la-discorde-e04557f4-b934-11ee-879f-a9ffd2809e51>

#### **\*France 5 | Christian Cloutour\***

« La colère est intérieure, mais en fait ça fait deux, trois ans qu'on nous tape sur la tête avec des baisses de quotas, avec les réglementations, avec les coûts du gazole, avec les marchés. On apporte du poisson alors que nous, on nous interdit de travailler finalement. »

<https://www.france.tv/france-5/c-dans-l-air/5606874-emission-du-mercredi-24-janvier-2024.html>

#### **\*Le Journal du Dimanche | Serge Larzabal\***

« Le gouvernement promet une indemnisation de 80 à 85 % de leur chiffre d'affaires. Mais les aides promises en 2023 sur le gasoil par exemple n'ont toujours pas été versées. De quoi nous asphyxier ! alerte le vice-président du Comité national de la pêche, Serge Larzabal qui dénonce une décision abusive du juge et la double peine, selon lui, que subissent les pêcheurs français. On est déjà soumis à la réglementation européenne qui est elle-même basée sur les avis scientifiques, et les ONG écologistes en rajoutent une couche en attaquant les arrêtés qui sont issus de ces règles ».

<https://www.lejdd.fr/societe/colere-des-pecheurs-ras-le-bol-apres-une-decision-du-conseil-detat-141523>

#### **\*Le Télégramme | CNP MEM\***

« On peut raisonnablement y voir un effet immédiat de l'ultimatum au gouvernement lancé ce mercredi 31 janvier par le Comité national des pêches afin d'obtenir des réponses immédiates sur l'application de deux mesures attendues par les pêcheurs : les indemnisations liées à la fermeture du golfe de Gascogne et l'aide au gazole pêche de 13 centimes par litre. »

« Selon nos informations, [la ristourne de 13 centimes par litre], annoncée dans le cadre des dernières Assises de la mer, et notamment par TotalEnergies, ne serait plus, depuis ce mercredi soir, une simple promesse. Et son entrée en vigueur immédiate devrait être officialisée ce jeudi, à l'issue de l'entretien programmé entre le ministre Christophe Béchu et le CNP MEM. »

<https://www.letelegramme.fr/economie/mer/gasoil-peche-la-ristourne-de-13-centimes-des-petroliers-en-vigueur-des-ce-jeudi-6517011.php>

**\*Le Télégramme | Olivier Le Nézet\***

« Golfe de Gascogne fermé : Un paiement des indemnisations dès le mois de mars. À l'issue d'une rencontre avec le ministre de la Transition écologique Christophe Béchu, le président du comité national des pêches se veut rassurant. Olivier Le Nézet annonce des paiements dès mars. »

« Un an après les arrêts temporaires pour la sole, 80 dossiers d'indemnisation sont toujours en souffrance, parfois par manque de pièces. Ce n'est pas entendable d'autant que ce sont des bateaux à nouveau impactés par l'arrêt cétaqué. Elles doivent être versées dans les jours qui viennent. Concernant le dossier cétaqué, la commission européenne aura rendu son avis le 5 février. Les choses vont vite depuis la décision du Conseil d'État du 22 décembre, malgré les fêtes et le remaniement. Dès le 5, et jusqu'au 20 février, les entreprises vont pouvoir déposer leur dossier pour un paiement dès le mois de mars. Le gouvernement a demandé des avances de trésorerie aux banques : elles pourront intervenir dès le dépôt des demandes. [Pour 2025] Il va y avoir un travail sur le fond du dossier, effectué par l'État, pour éviter la fermeture l'an prochain. Nous allons également apporter des éléments complémentaires pour demander une évolution du dossier et éviter cette fermeture. »

<https://www.letelegramme.fr/economie/mer/golfe-de-gascogne-ferme-un-paiement-des-indemnisations-des-le-mois-de-mars-6517519.php>

**\*BFM TV | CNPME, Olivier Le Nézet, Dimitri Rogoff\***

« Cet arrêt d'un mois doit se répéter pendant les hivers 2025 et 2026. Nous allons tenter de démontrer que l'espèce n'est pas en danger afin que l'on puisse éviter de nouvelles fermetures en 2025 et 2026, indique Olivier Le Nézet. »

« Le ministre a su rassurer, mais il faudra juger sur les actes, juge de son côté Dimitri Rogoff, président du comité régional des pêches de Normandie ».

[https://www.bfmtv.com/economie/peche-interdite-le-gouvernement-promet-un-versement-des-aides-des-mars-si-l-ue-les-approuve\\_AD-202402010764.html](https://www.bfmtv.com/economie/peche-interdite-le-gouvernement-promet-un-versement-des-aides-des-mars-si-l-ue-les-approuve_AD-202402010764.html)

**\*Ouest France | Olivier Le Nézet\***

« Des avancées concrètes, pragmatiques et constructives, selon le président du comité national des pêches Olivier le Nézet. Au lendemain de l'ultimatum lancé par le Comité national des pêches maritimes et des élevages marins (CNPME) au gouvernement sur les compensations de la fermeture d'un mois du golfe de Gascogne à la pêche, la visite du ministre de la Transition écologique Christophe Béchu dans leurs locaux parisiens a rassuré les représentants de la filière. »

« Après plus de deux heures d'échanges qualifiés de francs, Olivier le Nézet s'est dit satisfait du calendrier proposé. S'il souligne qu'il reste quelques points de blocage sur lesquels il faut continuer à

travailler, notamment en ce qui concerne la simplification administrative, il salue des avancées concrètes comme le déblocage la veille de la ristourne de 13 centimes d'euros par litre de gasoil des pétroliers comme TotalEnergies et l'indemnisation dans les plus brefs délais des arrêts temporaires de la pêche de la sole que les pêcheurs attendent depuis un an. Le travail paye ! conclut Olivier Le Nézet qui attend désormais l'officialisation de la nomination d'un ministre délégué à la Pêche. »

<https://www.ouest-france.fr/mer/peche/christophe-bechu-rassure-les-pecheurs-6252c816-c101-11ee-a1e9-608ff5db04c2>

#### **\*AFP | CNPMEM\***

« Le CNPMEM demandait depuis le 31 janvier un déblocage rapide de ces indemnisations, promises face à la colère grandissante des professionnels. Son président Olivier Le Nézet s'est dit jeudi satisfait du calendrier avancé par Christophe Béchu, soulignant néanmoins qu'il restait quelques points de blocage sur lesquels il faut continuer à travailler, notamment en ce qui concerne «la simplification administrative ».

« Nous allons tenter de démontrer que l'espèce n'est pas en danger afin que l'on puisse éviter de nouvelles fermetures en 2025 et 2026 ».

<https://www.lefigaro.fr/flash-eco/peche-interdite-christophe-bechu-promet-un-versement-des-aides-des-mars-si-l-ue-les-approuve-20240201>

#### **\*Libération | CNPMEM\***

« A l'issue d'une rencontre ce jeudi 1er février avec le Comité national des pêches (CNPMEM), Christophe Béchu a annoncé que les pêcheurs pourront déposer rapidement des dossiers afin d'être indemnisés ». Contraints de rester à quai, les pêcheurs ont à plusieurs reprises fait part de leur incompréhension. Et de leur peur, faute de salaire, de ne pas arriver à boucler les fins de mois. A la veille d'une rencontre avec le ministre de la Transition écologique, Christophe Béchu, le Comité national des pêches (CNPMEM) mettait à nouveau la pression sur le gouvernement : Le ministre est attendu avec des solutions, prévenait le comité, mettant en garde sur la colère grandissante dans les ports ».

[https://www.liberation.fr/environnement/biodiversite/suspension-de-la-peche-dans-le-golfe-de-gascogne-une-aide-pour-les-marins-promise-pour-debut-mars-si-lue-lapprouve-20240201\\_PSGAFUJ3RCRBEQY5R5PCO4IQM/](https://www.liberation.fr/environnement/biodiversite/suspension-de-la-peche-dans-le-golfe-de-gascogne-une-aide-pour-les-marins-promise-pour-debut-mars-si-lue-lapprouve-20240201_PSGAFUJ3RCRBEQY5R5PCO4IQM/)

#### **\*Le Marin | CNPMEM et Olivier Le Nézet\***

« La remise à la pompe de 13 centimes par litre de gasoil est effective chez Ysblue et les indemnisations pour l'arrêt d'activité dans le golfe de Gascogne devraient être versées en mars, a annoncé le 1er février le ministre de la Transition écologique Christophe Béchu à l'issue de ses échanges avec le Comité national des pêches. Il s'agit d'une aide privée découlant de la volonté des entreprises mettant du gasoil pêche sur le marché de soutenir la filière pêche, a salué le président du CNPMEM, Olivier Le Nézet. Autre dossier majeur discuté le 1er février : l'indemnisation des pêcheurs à quai depuis le 22 janvier du fait de l'interdiction de la pêche pour un mois dans le golfe de Gascogne afin de protéger les petits cétacés ».



<https://lemarin.ouest-france.fr/peche/la-remise-de-13-centimes-sur-le-gasoil-pour-les-pecheurs-effective-des-le-1er-fevrier-a7dcf410-c129-11ee-9812-c8f10941541a>

#### **\*Le Télégramme | CNPMEM et Olivier Le Nézet\***

« Gazole pêche, golfe de Gascogne : le comité national des pêches adresse un ultimatum au gouvernement. Le comité national des pêches réclame l'application des aides au gazole de pêche et celle liée à la fermeture du golfe de Gascogne. Christophe Béchu, ministre de la Transition écologique, rencontre, jeudi 1er février, les représentants du comité national des pêches. À la veille de cette réunion, le comité a adressé, par communiqué, un ultimatum au gouvernement afin d'obtenir des réponses immédiates sur l'application de deux mesures attendues par les pêcheurs : les indemnités liées à la fermeture du golfe de Gascogne et l'aide au gazole de pêche de 13 centimes par litre. [... L'aide] de 13 centimes par litre, promise notamment par TotalEnergies, est restée à l'état de promesse et les pêcheurs n'en bénéficient toujours pas, selon le comité des pêches ».

<https://www.letelegramme.fr/economie/mer/gazole-peche-golfe-de-gascogne-le-comite-national-des-peches-adresse-un-ultimatum-au-gouvernement-6516466.php>

#### **\*Mer et Marine | CNPMEM\***

« La fermeture de la pêche dans le golfe de Gascogne est, selon les termes du Comité National des Pêches et Elevages Marins (représentant l'ensemble des professionnels au niveau national), un point de non-retour. Alors que ses représentants doivent rencontrer aujourd'hui Christophe Béchu, ministre de la Transition Écologique et de la Cohésion des Territoires, et que des manifestations ont eu lieu en province, ils annoncent adresser un ultimatum au gouvernement. Depuis la fermeture de la pêche, le Gouvernement a largement communiqué sur les indemnités que percevront les professionnels qui sont interdits de pratiquer leur métier. Mais à ce jour, rien de concret. Pour rassurer la profession dans un contexte aussi exceptionnel, il faut plus que des paroles. Les pêcheurs demandent notamment l'activation de l'accord, trouvé avec le gouvernement en septembre 2023, sur la remise à la pompe de 13 centimes par litre de gasoil. La profession souhaite également voir la mise en œuvre effective et concrète des indemnités à destination des entreprises touchées par l'interdiction de la pêche dans le golfe de Gascogne. »

« Déjà 10 jours que nos marins sont à quai. Ce n'est pas tenable. Je dis aux marins que nous ne lâcherons pas la pression. Allons-nous devoir attendre encore un an comme pour d'autres indemnités ? La tension monte sur les quais car personne ne peut se nourrir éternellement de promesses. Il faut désormais prendre des mesures d'urgence. Je dis au ministre : agissez ! dit Olivier le Nézet, président du Comité National des Pêches Maritimes et des Élevages Marins. »

<https://www.meretmarine.com/fr/peche/les-pecheurs-lancent-un-ultimatum-au-gouvernement>

**\*TF1 | Olivier Le Nézet\***

« C'est un ultimatum. Nous devons avoir des réponses le plus vite possible. Les entreprises de pêche ne peuvent pas continuer et les pêcheurs ne peuvent pas garder leurs équipages si derrière, ils ne sont pas indemnisés [...]. L'Etat a été condamné, il a l'obligation d'y répondre : c'est aussi la décision de justice. Cela fait 10 jours qu'ils sont le long du quai. Derrière, nous, depuis le 22 décembre, nous avons mené nuit et jour un travail immense, colossal avec tous les représentants de la filière élus pour justement, que ça puisse se passer le mieux possible, pour éviter qu'on ait une catastrophe sociale mais aussi qu'on soit avec des emplois non délocalisables, et que tout le monde retrouve du poisson sur les étals. Là, il y en a encore : il ne faut pas oublier que deux tiers de la flotte sont toujours en mer, mais il est indispensable de soutenir ceux qui ne peuvent pas aller en mer. »

<https://www.tf1info.fr/player/d21e182b-be1b-4133-bb14-97bbfb810289/>

**\*Ouest France | Yves Foëzon\***

« [Nous voulons] des réponses rapides ! Nous subissons des injonctions de la Commission européenne avec toujours plus de contraintes [...]. C'est toujours le prisme environnemental qui l'emporte systématiquement [...] sur pression des ONG sans aucune étude d'impact réalisée. Au-delà de dire : il faut indemniser les pêcheurs, il faut aussi prendre en compte les acteurs de la première mise en marché qui vont devoir faire appel au chômage partiel et qui vont perdre des marchés. On va créer une casse sociale pour une interprétation d'une situation qui ne relève pas du caractère d'urgence. »

« Il faut rappeler que la pêche est là pour nourrir la population avec des produits sains, sauvages et locaux. Il ne faut pas que les différentes pressions, tensions et menaces que nous subissons arrivent à détruire nos outils de production et toute une filière. »

« Ce sont des emplois et un savoir-faire qui vont disparaître. On arrive à des situations qui produisent l'effet inverse de ce que ces associations environnementales défendent avec plus d'importation, du poisson qui vient d'on ne sait pas où après avoir fait trois fois le tour de la planète... »

<http://tinyurl.com/659sh7aj>

**\*AFP | CNP MEM\***

« Le CNP MEM annonce qu'il s'entretiendra jeudi avec le ministre de la Transition écologique Christophe Béchu dans ses locaux. Le ministre est attendu avec des solutions, prévient le comité, qui met en garde sur la colère grandissante dans les ports. Depuis la fermeture de la pêche, le 22 janvier, le gouvernement a largement communiqué sur les indemnités que percevront les professionnels qui sont interdits de pratiquer leur métier. Mais à ce jour, rien de concret, prévient le comité ».

[https://rnc.bfmtv.com/actualites/economie/peche-interdite-pour-protger-les-dauphins-les-pecheurs-reclament-les-indemnite-promises\\_AV-202401310550.html](https://rnc.bfmtv.com/actualites/economie/peche-interdite-pour-protger-les-dauphins-les-pecheurs-reclament-les-indemnite-promises_AV-202401310550.html)

**\*France 3 Loire Océan | Christian Cloutour\***

« J'ai quatre salariés sur sept au chômage partiel, explique le directeur Christian Cloutour, je n'ai jamais vu ça, l'image est belle de voir tous ces bateaux, mais ce n'est pas normal, on préférerait les voir en mer. Le responsable n'hésite pas à s'en prendre à ceux qui ont soutenu cette mesure d'interdiction. Les scientifiques disent que la population de dauphins n'est pas du tout en danger, qu'elle est stable, par contre elle s'est déportée sur la côte, c'est pour ça qu'on en voit beaucoup plus. Typiquement, les ONG ne veulent pas qu'on aille en mer, point barre ».

<https://www.francebleu.fr/infos/agriculture-peche/un-port-de-peche-quasiment-a-l-arret-a-noirmoutier-6413520>

**\*Le Marin | CNPMEM et Olivier Le Nézet\***

« La tension monte, prévient Olivier Le Nézet en marge d'une rencontre avec Christophe Béchu ».

« Le Comité national des pêches a annoncé qu'il allait rencontrer, jeudi 1er février à Paris, le ministre de la Transition écologique et de la Cohésion des territoires, Christophe Béchu, espérant des réponses immédiates concernant la mise en œuvre des indemnisations pour les pêcheurs restés à quai mais aussi l'application de remise à la pompe de 13 centimes d'euro par litre de gasoil annoncée par le gouvernement en septembre ».

<https://lemarin.ouest-france.fr/peche/la-tension-monte-previent-olivier-le-nezet-en-marge-dune-rencontre-avec-christophe-bechu-ad7cece8-c027-11ee-a1e9-608ff5db04c2>

**\*France Bleu / ici | CNPMEM\***

« Le Comité national des pêches rencontre ce jeudi le ministre de la Transition écologique, en charge du dossier. Depuis dix jours, plusieurs centaines de pêcheurs ne peuvent plus sortir dans le golfe de Gascogne. Et à la veille de cette rencontre, le comité prévient : il attend des solutions. En attendant la nomination d'un ministre délégué à la Mer, Christophe Béchu, le ministre de la Transition écologique, souhaite s'entretenir ce jeudi avec le Comité national des pêches (CNPMEM), dans ses locaux, indique l'organisation dans un communiqué. Mais le CNPMEM met en garde le gouvernement et évoque un ultimatum ».

<https://www.francebleu.fr/infos/agriculture-peche/avant-une-rencontre-avec-les-pecheurs-le-gouvernement-est-attendu-avec-des-solutions-1417568>

**\*TF1 | CNPMEM\***

« Pour tenter de calmer ce mécontentement et éviter une nouvelle crise qui s'ajouterait aux manifestations des agriculteurs, le CNPMEM va être reçu, jeudi, par le ministre de la Transition écologique, Christophe Béchu, dans ses locaux. Le ministre est attendu avec des solutions, prévient le comité, qui met en garde sur la colère grandissante dans les ports. Le CNPMEM réclame ainsi d'avoir rapidement un interlocuteur à part entière et appelle à nommer rapidement un ministre délégué à la Mer ».

<https://www.tf1info.fr/societe/directives-europeennes-subventions-et-biodiversite-apres-les-agriculteurs-la-colere-monte-chez-les-pecheurs-francais-2284652.html>

**\*France Inter | Olivier Le Nézet\***

« Aujourd’hui c’est un coup de trop pour la filière. Il faut savoir qu’après le Brexit, le COVID, le gasoil, l’inflation, c’est une filière qui est mise à rude épreuve. Sur les 9 000 dauphins, c’est un pic qui correspond à la moyenne des deux années durant lesquelles les captures étaient les plus hautes. Les scientifiques s’accordent aujourd’hui pour dire que la population de dauphins communs reste stable depuis 20 ans. Aujourd’hui, le constat est affligeant pour une raison simple : c’est que l’urgence, ce n’est pas de fermer la pêche mais de trouver des solutions techniques pour assurer une cohabitation pérenne entre les pêcheurs et les dauphins ».

« Aucun pêcheur ne veut vivre d’indemnités. Ils veulent vivre de leur travail. Les poissons ont une saisonnalité. Le premier trimestre est très important pour les pêcheurs qui ciblent notamment la sole, le bar ou le merlu, et donc certaines espèces, certaines entreprises de pêches et places de marché vont perdre jusqu’à 80% de leur CA sur la période. C’est immense. C’est colossal, sachant que pour certaines, le premier trimestre représente les trois quarts de leur chiffre d’affaires annuel. [...] Nous attendons les réponses européennes de la Direction générale de la concurrence qui devrait arriver sous peu, avec derrière un cadre qui permette de pouvoir lancer rapidement auprès des professionnels les demandes d’indemnisation légitimes à leur arrêt. [...] Il faut attendre que Bruxelles ait répondu. La demande a été faite déjà il y a plusieurs jours, et le gouvernement est en attente de la réponse au plan financier d’indemnisation ».

<https://www.radiofrance.fr/franceinter/podcasts/chroniques-littorales/chroniques-littorales-du-mardi-30-janvier-2024-3402114>

**\*Marianne | Serge Larzabal\***

« Par endroits, les agriculteurs sont rejoints par les pêcheurs. À l’image du blocage d’un rond-point dans les Landes, à Benesse-Maremmes, ce 29 janvier, par une quarantaine de marins. Ce qui nous réunit essentiellement ce sont deux choses. D’une part, le diktat communautaire et surtout en France le diktat environnemental, a souligné Serge Larzabal, président du Comité Interrégional des pêches des Landes et des Pyrénées-Atlantiques à France 3. »

<https://www.marianne.net/societe/agriculture-et-ruralite/agriculteurs-edf-profs-un-front-social-est-il-en-train-de-naitre-le-colerometre-de-marianne>

**\*France 3 Nouvelle Aquitaine | Serge Larzabal\***

« Nous [les pêcheurs et les agriculteurs] sommes deux secteurs dits primaires, c’est-à-dire de la production, rappelle Serge Larzabal, président du Comité Interrégional des pêches des Landes et des Pyrénées-Atlantiques. Et automatiquement on se rejoint sur certains sujets avec des revendications différentes, c’est tout à fait normal. Chacun a besoin de s’exprimer. Ce qui nous réunit essentiellement ce

sont deux choses. D'une part, le diktat communautaire et surtout en France le diktat environnemental. On a l'impression que seules les ONG se font entendre des pouvoirs publics. Et ensuite, sur une simplification administrative. »

« Pour Serge Larzabal, président du Comité Interrégional des pêches des Landes et des Pyrénées-Atlantiques, c'est la totale incompréhension. C'est, soi-disant, une mesure d'urgence alors que tous les scientifiques européens, dans leur rapports, c'est écrit noir sur blanc, s'accordent à dire qu'il n'y a pas d'urgence et que la population des cétacés est stable depuis 20 ans. »

« Certes, les pêcheurs vont être indemnisés, mais derrière les pêcheurs c'est toute une filière, tout un territoire, répond Serge Larzabal. Il y a les pêcheurs, il y a la criée, les poissonniers, les mareyeurs et les transporteurs. C'est toute l'économie des territoires maritimes qui est mise en péril par cette décision. Et reste à savoir dans combien de temps les pêcheurs toucheront ces indemnités ».

<https://france3-regions.francetvinfo.fr/nouvelle-aquitaine/landes/dax/en-mer-et-sur-terre-tous-solidaires-les-pecheurs-aux-cotes-des-agriculteurs-pour-denoncer-le-diktat-environnemental-2915067.html>